

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/L-avenir-du-nucleaire-2010-l-annee>

Réseau Sortir du nucléaire > Archives > Revue de presse > **L'avenir du nucléaire. 2010, l'année des choix**

**12 mai 1988**

## **L'avenir du nucléaire. 2010, l'année des choix**

L'allongement de la durée de vie des centrales nucléaires françaises de vingt-cinq à quarante ans, présenté récemment par EDF, sous couvert d'une décision purement technique (le Monde du 25 mars), aura des conséquences économiques majeures sur l'ensemble de la filière.

En effet, ce n'est plus comme prévu en 1995, mais désormais en 2010, c'est-à-dire dans vingt-deux ans, que l'établissement devra décider la commande d'une nouvelle série de réacteurs, destinés à remplacer à partir de 2020 le plus gros du parc existant - mis en route à partir de 1980 - et qui devront fonctionner jusqu'en 2070 environ.

Ce délai allégera de façon massive les charges d'investissement de l'établissement public, lui permettant ainsi de réduire son endettement (220 milliards de francs) tout en maintenant des tarifs compétitifs. Mais il allongera aussi dangereusement la période de "passage à vide" de ses fournisseurs comme Framatome, et pose à terme de délicats problèmes de choix sur la filière à adopter.

Les réacteurs du siècle prochain seront-ils les mêmes qu'aujourd'hui, ou devront-ils céder la place aux réacteurs à neutrons rapides, dits "surgénérateurs", certes plus chers à construire mais infiniment plus économes en uranium naturel ? Tel était le thème du colloque organisé lundi 9 mai par le Centre de géopolitique de l'énergie et des matières premières de l'université Paris-Dauphine, et qui réunissait tout le gotha du monde français de l'énergie.

Première question : le nucléaire, aujourd'hui arrêté dans son développement par la concurrence des énergies fossiles (charbon) et les pressions écologiques, sera-t-il dans un quart de siècle une énergie dominante, indispensable à l'équilibre énergétique du Globe ?

Oui, répond M. Georges Vendryes, ancien directeur au Commissariat à l'énergie atomique (CEA), en l'honneur de qui est organisé le colloque. " D'ici un quart de siècle la pression de la demande sera telle que la latitude de choix des gouvernements sera limitée. Le nucléaire sera une composante nécessaire de l'offre, et dès l'an 2000 on assistera à un redémarrage important des programmes dans les pays développés. "

Est-ce bien sûr ?, s'interrogent de leur côté M. Jean-Marie Martin, professeur à l'université de

Grenoble ; M. Michel Pecqueur, président d'ELF-Aquitaine, et M. Jacques Fournier, président de Gaz de France.

Si les tendances démographiques laissent prévoir une forte croissance des besoins énergétiques, ceux-ci seront concentrés surtout dans les pays en développement, où, de l'avis général, le nucléaire paraît une technologie peu adaptée et qui demeure risquée.

De plus, il faut compter à cette échéance avec les ressources " non conventionnelles " (schistes bitumineux, pétrole ou gaz de synthèse, etc.), ainsi que sur les percées technologiques éventuelles d'autres énergies (solaire, fusion thermonucléaire, etc.) ou de matériels permettant d'économiser l'énergie.

" Il y a des possibilités continues d'économies d'énergie ", rappelle M. Jean Teillac, haut commissaire à l'énergie atomique, tandis que M. Fournier s'interroge : " Si en 1888 on avait mené une réflexion sur l'énergie du vingtième siècle, personne n'aurait parlé du nucléaire... "

Des réserves de trente ans

De plus, soulignent un certain nombre de participants, pèsent sur le nucléaire nombre de menaces ou de problèmes non résolus comme le stockage des déchets de haute radioactivité et surtout l'éventualité d'un nouvel accident majeur, comme Tchernobyl, qui, reconnaît M. Pierre Delaporte, président d'EDF, " sonnerait le glas " de son développement.

Question subsidiaire : si le nucléaire redémarre au siècle prochain, quelle filière choisir ? Comme les énergies fossiles (pétrole, gaz, charbon), le nucléaire, avec les réacteurs à eau légère actuels, se heurte aux limites des réserves d'uranium naturel, souligne M. Jean-Pierre Capron, administrateur général du CEA.

Or ces réserves, telles qu'on les connaît aujourd'hui, ne laissent que vingt-cinq à trente ans de consommation. Par contre, l'usage des surgénérateurs, qui, utilisant du plutonium, permettent de boucler la boucle et d'annuler quasiment la consommation d'uranium naturel à partir de 2050, multiplie ces réserves de façon telle qu'on peut envisager cinq à huit siècles de consommation !

Les surgénérateurs, solution d'avenir à très long terme, n'en demeurent pas moins, reconnaissent tous les participants, handicapés pour le moment par leur coût, et par la faiblesse des prix mondiaux de l'uranium. Superphénix, premier prototype mondial construit en grandeur réelle, a coûté 25 milliards de francs, soit plus de deux fois le coût d'un réacteur "classique".

L'étude RN 1500, terminée il y a un an pour juger des suites à lui donner, restait encore supérieure de 60% en coût d'investissement aux centrales à eau légère. Pour que cette filière "passe la rampe" d'ici à 2010, à l'heure des choix, il faut arriver à réduire l'écart de coût à 20% ou 25% au maximum, reconnaît M. Capron, "c'est ce qui va nous occuper pendant les dix, douze ans qui viennent".

Pour cela nul besoin, ajoute-t-il, de construire un nouveau pilote en grandeur réelle. Superphénix-2 n'est donc pas pour demain. On peut faire, explique M. Capron, des démonstrateurs, ou des prototypes à échelle réduite.

Encore à l'échéance faut-il que les perspectives de prix de l'uranium naturel justifient la différence. "Les réacteurs à eau légère auront un avantage si le prix de l'uranium reste stable ; les réacteurs rapides l'emporteront si on anticipe une hausse des prix, c'est-à-dire si les autres pays relancent leurs programmes nucléaires", reconnaît M. Capron.

Quant à EDF, son président ne formule qu'un souhait : il veut, quand il faudra renouveler le parc, avoir à disposition plusieurs variantes : "Il faut plusieurs dossiers pour prendre en 2010 une décision éclairée par l'évolution des prix de l'uranium entre 2020 et 2070"...